

**Le conseil du territoire  
PARIS TERRES D'ENVOL**

Siège

Boulevard de l'Hôtel de ville 93600 Aulnay-sous-Bois  
(Seine Saint-Denis)

REPUBLIQUE FRANCAISE

**REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL DE TERRITOIRE**

Nombre de membres en exercice : 79

Présents : 52

Excusés : 18

Absents : 9

**REUNION DU 18 DECEMBRE 2023**

Le président certifie, sous sa responsabilité,  
le caractère exécutoire du présent acte  
(conformément à l'article L2131-1 du CGCT)  
Affiché le :

L'an **DEUX MILLE VINGT-TROIS**, le **LUNDI NEUF OCTOBRE** à **VINGT HEURES**, le conseil de territoire, dûment convoqué le **DOUZE DECEMBRE DEUX MILLE VINGT-TROIS**, s'est réuni, à Aulnay-sous-Bois, Espace Antoine de Saint-Exupéry (anciennement Pierre Peugeot), 1 boulevard André Citroën, sous la présidence de monsieur Bruno BESCHIZZA.

<b><u>ETAIENT PRESENTS</u></b>	Mme ABDELLAOUI Leïla, Mme ADLANI Farida, M. ATTIORI Olivier, M. BAILLON Jean-François, Mme BELMOUDEN Fatima, M. BELOUCHAT Rachid, Mme BENAMOUR Mériem, M. BESCHIZZA Bruno, Mme M. BORSALI Jean-Baptiste, Mme BRAIHIM Marwa, M. CAHENZLI Denis, M. CANNAROZZO Frank, M. CARRE Julien, M. CHANTRELLE Laurent, M. CHAVAROC Grégory, M. CHERIGUENE Abdelouaheb, Mme DE CARVALHO Virginie, Mme DUBOE Nicole, M. EL KOURADI Fouad, Mme ELSODY Arhella, M. FERREIRA Lino, M. GUYON Olivier, Mme JAOUANI Amel, M. JIAR Youssef, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, M. LAPORTE Pierre, M. LASTAPIS Michel, Mme LEFEVRE Bénédicte, Mme LEMARCHAND Brigitte, Mme MABCHOUR Najet, Mme MABIRE-LOISON Myriam, M. MANGIN Anthony, Mme MAROUN Séverine, Mme MEKKI Chérifa, M. MIGNOT Didier, M. MILLARD Jean-Luc, Mme MISSOUR Sabrina, Mme MOREAU Chantal, M. MORIN Sébastien, M. MOULINNEUF Serge, Mme PERRON Christine, M. PRUNIER Géraud, M. RAMADIER Alain, M. RANQUET Jean-Philippe, Mme ROLAND IRIBERRY Nelly, Mme SAGO Aïssa, M. SIBY Oussouf, M. TURBIAN Julien, Mme VALLETON Martine, M. VAZ Micaël, Mme VERTE Monique, M. ZANGRILLI François.
<b><u>EXCUSES</u></b>	M. ASENSI François, M. BLANCHET Stéphane, Mme BOUTHORS Jacqueline, M. CHAUSSAT Jacques, Mme COLLET Marie-Claude, M. DACHIVILLE Romain, Mme DELMONT-KOROPOULIS Annie, M. HAN Bo, Mme HERSEMEULE Carmen, Mme LAGARDE Aude, Mme LAGNEAU Muriel, M. MARAN Max, M. MARQUES Paulo, M. MEIGNEN Thierry, Mme MENDES Odette, Mme MEYER Karine, Mme PINHEIRO Amélie, M. SAULIERE Gilles,
<b>AYANT DONNE POUVOIR A</b>	Mme de CARVALHO Virginie, Mme BRAIHIM Marwa, M. MILLARD Jean-Luc, M. MORIN Sébastien, M. CANNAROZZO Frank, M. ZANGRILLI François, Mme BELMOUDEN Fatima, Mme LEFEVRE Bénédicte, M. VAZ Micaël, M. LASTAPIS Michel, Mme ELSODY Arhella, M. JIAR Youssef, Mme MOREAU Chantal, M. RANQUET Jean-Philippe, M. MANGIN Anthony, Mme LEMARCHAND Brigitte, M. RAMADIER Alain, M. CHAVAROC Grégory,
<b><u>ABSENTS</u></b>	M. BOUMEDJANE Karim, Mme BOUR Patricia, Mme DA COSTA Marie-Lyne, Mme FAOUZI Hanane, M. GEFFROY Philippe, M. GESELL Quentin, Mme KHATIM Karima, Mme YERRO Georges-Marie, Mme YOUSSEF Mélissa.
<b><u>SECRETAIRE DE SEANCE</u></b>	Mme Virginie de CARVALHO

**DELIBERATION N°166 - URBANISME – MODIFICATION N°2 DU PLU DE TREMBLAY-EN-FRANCE - DELIBERATION  
ARRETANT LE BILAN DE LA CONCERTATION DITE PREALABLE**

**Le conseil de territoire,**

Après avoir entendu l'exposé de madame Virginie de CARVALHO,

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5219-5,  
**Vu** le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.103-2 et suivants, L.153-45 à L.153-48,  
**Vu** la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,  
**Vu** la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République et création, dans le périmètre de la Métropole du Grand Paris, au 1<sup>er</sup> janvier 2016, des établissements publics de coopération intercommunale dénommés établissements publics territoriaux (EPT) et qui prévoit que ces derniers sont compétents en matière de plan local d'urbanisme (PLU),  
**Vu** la loi d'accélération et de simplification de l'action publique (dite loi ASAP) du 7 décembre 2020, qui modifie notamment l'article L.103-2 et impose que toute procédure de modification du PLU soumise à évaluation environnementale doit faire l'objet d'une concertation associant, pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées,  
**Vu** la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets,  
**Vu** le PLU de Tremblay-en-France approuvé par délibération n°11-101 du conseil municipal le 30 mai 2011,  
**Vu** la modification n°1 approuvée par délibération n°13-148 du conseil municipal le 19 septembre 2013,  
**Vu** la modification simplifiée n°1 approuvée par la délibération n°2014-232 du conseil municipal le 18 septembre 2014,  
**Vu** les modifications simplifiées n°2 et n°3 par les délibérations n°2015-137 et n°2015-138 du conseil municipal le 25 juin 2015,

Accusé de réception en préfecture  
093-200058097-20231218-166-18-12-2023-DE  
Date de télétransmission : 27/12/2023  
Date de réception préfecture : 27/12/2023

**Vu** la déclaration de projet n°1 emportant mise en compatibilité du PLU approuvée par délibération n°118 du conseil de territoire le 3 octobre 2016,  
**Vu** la mise en compatibilité à la suite du décret ministériel n°2017-186 du 14 février 2017 déclarant d'utilité publique et urgents les travaux nécessaires à la réalisation du tronçon de métro automatique du réseau de transport public du Grand Paris reliant les gares du Bourget RER au Mesnil-Amelot, et correspondant à la ligne 17 Nord,  
**Vu** les modifications simplifiées n°4 et n°5 approuvées par les délibérations n°22 et n°23 bis du conseil de territoire le 20 mars 2017 ;  
**Vu** la modification simplifiée n°6, approuvée par délibération n°94 du conseil de territoire le 3 juillet 2017,  
**Vu** la modification simplifiée n°7, approuvée par délibération n°13 du conseil de territoire le 9 avril 2018,  
**Vu** la modification simplifiée n°8, approuvée par délibération n°10 du conseil de territoire le 1er mars 2021,  
**Vu** l'arrêté préfectoral n°2021-0790 du 30 mars 2021 déclarant d'utilité publique le projet de réalisation de la maison d'arrêt de la Seine-Saint-Denis et emportant mise en compatibilité du PLU de la commune de Tremblay-en-France,  
**Vu** la mise à jour n°1 par l'arrêté n°2021-015 du conseil de territoire le 28 octobre 2021,  
**Vu** l'arrêté n°2022-018 du 4 août 2022 de Paris Terres d'Envol portant engagement de la procédure de modification de droit commun n°2 du PLU de Tremblay-en-France,  
**Vu** la décision de la MRAE Ile de France n°DKIF-2022-175 du 27 octobre 2022 portant obligation de réaliser une évaluation environnementale de la modification n°2 du PLU de Tremblay-en-France (93) après examen au cas par cas ;  
**Vu** la délibération n°15 en date du 13 février 2023 relative aux objectifs poursuivis et à la définition des modalités de concertation de la procédure de modification n°2 du PLU de Tremblay en France,  
**Vu** la phase de concertation qui s'est déroulée du lundi 20 mars 2023 au vendredi 12 mai 2023 inclus,  
**Vu** le bilan de concertation ci-annexé.

**Considérant** que la décision de la MRAE Ile-de-France n°DKIF-2022-175 du 27 octobre 2022 portait obligation de réaliser une évaluation environnementale de la modification n° 2 du PLU de Tremblay-en-France (93) après examen au cas par cas et que, conformément à l'article L.103-2 du code de l'urbanisme, la procédure devait ainsi faire l'objet d'une concertation dite préalable.

**Considérant** que conformément aux articles L.103-2 à L.103-4 du code de l'urbanisme, la délibération n°15 du 13 février 2023 visait ainsi les objectifs poursuivis et la définition des modalités de cette concertation dite préalable, en prévoyant une période de concertation du lundi 20 mars 2023 au vendredi 12 mai 2023 inclus.

**Considérant** que les modalités d'informations mises en œuvre ont débuté dès le 3 mars 2023 et que l'ensemble des modalités de participation du public ont été effectivement réunies du 20 mars au vendredi 12 mai 2023, avec la mise à disposition d'un registre en mairie de Tremblay-en-France, au siège de l'EPT et sur supports numérique (site et adresse numérique dédiés).

**Considérant** que l'ensemble des modalités de concertation définies par la délibération n°15 du 13 février 2023 a été ainsi respecté et que celles-ci ont permis au public, pendant une durée suffisante et selon des moyens adaptés au regard des caractéristiques et de l'importance de la modification, d'accéder aux informations relatives au projet et de formuler des observations et propositions enregistrées et conservées par l'autorité compétence, à savoir l'EPT Paris Terres d'Envol.

**Considérant** que plusieurs contributions ont été recueillies et portées à la connaissance de l'EPT Paris Terres d'Envol, pendant toute la durée de la concertation et sur l'ensemble des canaux de communication mis à disposition du public, à savoir :

- 4 contributions sur le registre numérique
- 3 contributions sur le registre papier en mairie de Tremblay-en-France
- 0 contributions sur le registre papier à l'EPT Paris Terres d'Envol
- 0 contributions sur l'adresse électronique dédiée

**Considérant** que le bilan de la concertation, ci-annexé, détaille l'ensemble des modalités mises en œuvre et permet d'apporter un éclairage et des précisions sur les différentes thématiques abordées lors de la phase de concertation.

**Considérant** que le bilan de la concertation est réputé favorable.

**Considérant** que le présent bilan de concertation sera joint au dossier d'enquête publique.

**Après avoir délibéré,**

- **Arrête** le bilan de la concertation dite préalable, conformément à l'article L.103-6 du code de l'urbanisme.
- **Précise** que la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie de Tremblay-en-France et au siège de l'EPT Paris Terres d'Envol pendant un mois. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.
- **Précise** que la délibération et le bilan de concertation ci-annexé seront transmis à la préfecture de Seine-Saint-Denis et à la mairie de Tremblay-en-France.
- **Précise** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité territoriale compétente et/ou d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**Adopté à l'unanimité**

(65 voix pour, 5 abstentions : Rachid BELOUCHAT,  
Lino FERREIRA, Pierre LAPORTE, Nelly ROLAND  
-IRIBERRY, Oussouf SIBY)



Le Président  
**Bruno BESCHITZA**

Accusé de réception en préfecture  
093-200058097-20231218-166-18-12-2023-DE  
Date de télétransmission : 27/12/2023  
Date de réception préfecture : 27/12/2023